



HUMAN
RIGHTS
WATCH

OPÉRATION LIKOFI

Meurtres et disparitions forcées aux mains de la police à Kinshasa,
République démocratique du Congo

VICTIMES DE DISPARITION FORCÉE AUX MAINS DE LA POLICE CONGOLAISE LORS DE L'OPÉRATION LIKOFI À KINSHASA

Identités non divulguées, archivées par Human Rights Watch.

Toutes les photos © Privé



Un jeune homme de 19 ans.

Tué le 18 novembre 2013.



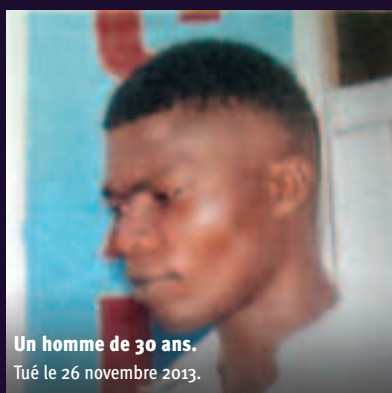
Un jeune homme de 23 ans.

Victime de disparition forcée le 21 novembre 2013.



Un jeune homme de 19 ans.

Tué le 25 novembre 2013.



Un homme de 30 ans.

Tué le 26 novembre 2013.



Un jeune homme de 24 ans.

Victime de disparition forcée le 18 décembre 2013.



Un jeune homme de 21 ans.

Victime de disparition forcée le 18 décembre 2013.



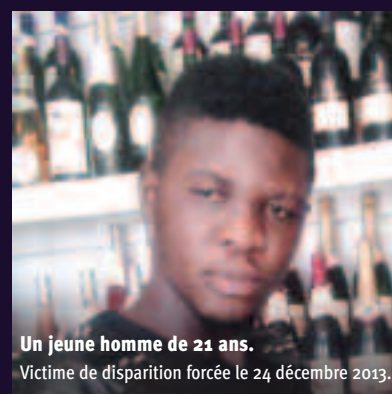
Un adolescent de 16 ans.

Victime de disparition forcée le 22 décembre 2013.



Un jeune homme de 22 ans.

Victime de disparition forcée le 23 décembre 2013.



Un jeune homme de 21 ans.

Victime de disparition forcée le 24 décembre 2013.



Un jeune homme de 19 ans.

Victime de disparition forcée le 24 décembre 2013.



Un jeune homme de 22 ans.

Victime de disparition forcée le 24 décembre 2013.



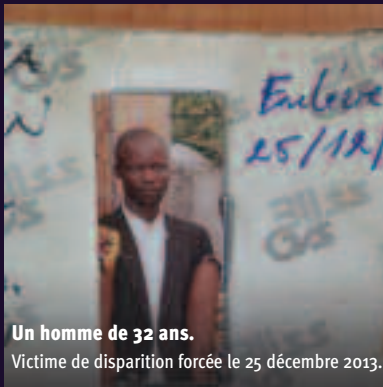
Un jeune homme de 26 ans.

Victime de disparition forcée le 24 décembre 2013.



Un jeune homme de 22 ans.

Victime de disparition forcée le 24 décembre 2013.



Un homme de 32 ans.

Victime de disparition forcée le 25 décembre 2013.



Un jeune homme de 28 ans.

Victime de disparition forcée le 31 janvier 2014.



Un jeune homme de 19 ans.

Victime de disparition forcée le 11 février 2014.



Un adolescent de 17 ans.

Victime de disparition forcée le 11 février 2014.



Un jeune homme de 19 ans.

Victime de disparition forcée le 11 février 2014.



Un jeune homme de 21 ans.

Victime de disparition forcée le 11 février 2014.

KULUNAS (MEMBRES DE GANGS) PRÉSUMÉS, TUÉS PAR LA POLICE DURANT L'OPÉRATION LIKOFI



Commune de Bumbu, Kinshasa. 18 novembre 2013.



Commune de Masina, Kinshasa. 20 novembre 2013.



Commune de Masina, Kinshasa. 21 novembre 2013.



Commune de Kalamu, Kinshasa. 21 novembre 2013.



Commune de Masina, Kinshasa. 22 novembre 2013.



Commune de Masina, Kinshasa. 23 novembre 2013.

Toutes les photos © 2013 Privé



Commune de Matete, Kinshasa. 23 novembre 2013.



Commune de Ndjili, Kinshasa. 23 novembre 2013.



Commune de Masina, Kinshasa. 25 novembre 2013.



Commune de Limete, Kinshasa. 26 novembre 2013.



Commune de Masina, Kinshasa. 27 novembre 2013.



OPÉRATION LIKOFI

Meurtres et disparitions forcées aux mains de la police à Kinshasa, République démocratique du Congo

Le 15 novembre 2013, le gouvernement de la République démocratique du Congo a lancé l'« Opération Likofi », une opération de police dans la capitale, Kinshasa, visant à mettre fin aux crimes commis par des membres de gangs criminels organisés connus sous le nom de « kulunas ». Le Général Célestin Kanyama, qui est actuellement le Commissaire provincial de la police à Kinshasa, était le principal commandant de l'Opération Likofi.

En l'espace de trois mois, des policiers qui ont participé à cette opération ont exécuté de manière extrajudiciaire au moins 51 jeunes hommes et adolescents, et ont soumis 33 autres à des disparitions forcées. Lors d'attaques menées à travers la ville, des policiers en uniforme, portant souvent des cagoules noires dissimulant leurs visages, et sans présenter des mandats d'arrêt, ont traîné de nuit des kulunas présumés hors de leurs maisons sous la menace des armes. Dans plusieurs incidents, les policiers ont fait usage de leurs armes et tué des jeunes non armés devant leurs maisons, tandis que d'autres étaient appréhendés et exécutés dans les marchés ouverts où ils dormaient ou travaillaient, ou bien sur des terrains à proximité ou dans des espaces isolés. De nombreux autres jeunes ont été conduits vers des destinations inconnues et ont été victimes de disparitions forcées.

La police a averti les membres des familles de victimes ainsi que les témoins qu'ils ne devaient pas parler de ce qui était arrivé, leur a refusé l'accès aux corps de leurs proches et les a empêchés d'organiser des enterrements. Des journalistes congolais ont été menacés quand ils ont tenté de documenter ou de diffuser des informations à propos des meurtres commis dans le cadre de l'Opération Likofi.

Ce rapport s'appuie sur des entretiens menés à Kinshasa avec plus de 100 personnes – des témoins des exactions, des membres des familles des victimes, des policiers ayant participé à l'Opération Likofi, des responsables gouvernementaux et d'autres personnes.

Human Rights Watch appelle le gouvernement congolais à traduire en justice les responsables de ces exactions et à suspendre immédiatement le Général Kanyama de ses fonctions, dans l'attente d'une enquête judiciaire. Le gouvernement devrait également fournir des informations aux membres des familles en ce qui concerne le sort des victimes ou l'endroit où elles se trouvent.

(Ci-dessus) Le Général Célestin Kanyama, principal commandant de l'Opération Likofi, explique l'opération aux habitants de la commune de Kimbanseke, à Kinshasa, le 21 novembre 2013.

© 2013 Privé

(En couverture) Des policiers congolais participant à l'Opération Likofi à Kinshasa, le 2 décembre 2013.

© 2013 Privé